

Extrait du Villages de ville

<http://www.villagesdeville.com/spip.php?article16>

Vers une Europe tribalisée ?

- Politique -

Date de mise en ligne : mardi 25 septembre 2007
Mise à jour le : mardi 18 août 2009

Villages de ville

L'Europe en voie d'ethnisation

La convention-cadre pour la protection des minorités promulguée par l'Union Européenne le 1er février 1998 s'est fixée pour objectif de promouvoir et à défendre les régionalismes. En ces temps de mondialisation et d'uniformisation, cette intention peut sembler relever, a priori, d'une intention louable. Toutefois, un examen plus attentif de ses inspirateurs et de son arrière-plan idéologique laisse entrevoir des objectifs beaucoup moins avouables, dépassant largement le simple cadre d'un projet de sauvegarde culturel et patrimonial.

Les racines nauséuses du régionalisme

Fait historique peu connu de nos contemporains, en août 1939, à la veille de la Seconde Guerre Mondiale, l'Abwehr, services secrets nazis, livra des armes aux autonomistes bretons afin de créer une menace armée sur les arrières de l'Armée Française. Si les Services de Renseignement Français (2e Bureau) firent partiellement échouer cette tentative, les liens entre autonomistes et Nazis se renouèrent tout naturellement sous l'Occupation. Au contraire de ceux qu'avancent actuellement les autonomistes bretons, cette collusion ne relevait pas alors d'un simple concours de circonstances, mais traduisait au contraire la profondeur du lien idéologique. Ainsi, dès 1933, le programme du parti autonomiste breton prévoit « l'exclusion des étrangers, et particulièrement des races latines et de couleur, de tous les postes responsables de la vie publique. Exception prévue pour le cas des hommes de race nordique ». Dès que l'aubaine de l'Occupation le leur permettra, les autonomistes bretons ne tarderont pas mettre en pratique leur idéologie : citons pour mémoire la Formation Perrot [1], constituée exclusivement d'autonomistes bretons, qui participa activement à la répression des mouvements de Résistance, le tout sous l'uniforme de la Waffen SS. Dans la période 1940-42, les archéologues nazis tentèrent de leur côté d'accréditer la présence d'un peuple germanique originel à l'occasion de fouilles menées en Bretagne, notamment sur le site de Carnac.

Même si les autonomistes mettent prudemment en avant des revendications culturelles, sûrement plus acceptables en terme de communication, ce volet culturel ne constitue en fait qu'un alibi. La « langue bretonne », enseignée aujourd'hui officiellement dans les écoles Diwan, nous y reviendrons, n'est rien d'autre qu'une construction artificielle, purement politique, bricolée à partir de plusieurs dialectes bretons, parfois inintelligibles entre eux, et ne repose sur aucune légitimité culturelle et linguistique. Aussi, en l'absence de légitimité culturelle réelle, le fondement ethnique, également au coeur de l'idéologie nazie, émerge tout naturellement comme la pierre angulaire idéologique commune aux mouvements autonomistes.

« L'ordre de surunifier la langue (bretonne) est venu du gouvernement allemand ». Roparz Hemon

Malgré l'artifice de la « langue bretonne », Roparz Hemon, son inventeur, n'en demeure pas moins le personnage emblématique de la mouvance autonomiste contemporaine. Les autonomistes d'aujourd'hui, qui célèbrent en lui le créateur du « breton surunifié » (« peurunvan »), ont la fâcheuse tendance à oublier la position hiérarchique élevée de Roparz Hemon dans l'appareil nazi, tout comme les propos, jamais démentis par l'intéressé, qui laissent planer peu de doute quant à son antisémitisme viscéral. Morceau choisi : « les petits Bretons doivent apprendre que les Celtes ont subi plusieurs siècles de honte et d'esclavage depuis le temps où les légions romaines débarquaient dans l'île de Bretagne jusqu'au temps où feu Marianne livrait notre pays à ses Juifs ». [2]. Roparz Hemon était également, et logiquement, un fervent européiste, comme la plupart des collaborateurs : « Je me déclare (...), partisan d'une collaboration loyale avec les peuples qui façonnent sous mes yeux L'Europe Nouvelle. ». En digne héritier, un autre fervent européiste, Patrick Le Lay, PDG de TF1, média pas habituellement classé « progressiste », en rajoute dans le registre du sectarisme et de la paranoïa : « Je ne suis pas Français, je suis Breton. Je suis un étranger quand je suis en France » et d'ajouter « la France a procédé à un génocide culturel de la langue bretonne » et « la culture bretonne n'a pas le droit d'exister ». Il est vrai que l'ère Le Lay à TF1 a beaucoup contribué au rayonnement de la culture et de la langue française. Quant au salaire de M. Le Lay, il ne plaide pas pour la thèse de la discrimination à l'embauche des Bretons. Les propos nationalistes de Le Lay se traduisent aussi en actes puisque TV-Breizh, filiale de TF1, a embauché l'autonomiste breton Arnaud Vannier, alors que ce dernier était en attente de jugement dans l'affaire de vol d'explosifs à Pleven (les explosifs dérobés seront utilisés 19 avril 2000 lors de l'attentat du Mac Donald de Quévert qui provoquera la mort d'une employée, Laurence Turbec). Ne ratant que trop rarement une occasion de se taire, les autonomistes et leurs alliés Verts, qui n'ont de cesse de dénoncer « l'Etat Jacobin », coupable à leurs yeux de tous les péchés du monde, oublie, entre autres, que de la Fête de la Fédération du 14 juillet 1790 fut initiée...par les Bretons !

Reste que ce racisme qui sous-tend l'idéologie autonomiste, loin d'être une exception, constitue au contraire le dénominateur commun des mouvements autonomistes.

A titre d'exemple, on mentionnera le discours tenu le 20 juin 1942 à Berlin devant l'élite de l'Institut scientifique de la SS, le SS-Ahnenerbe, par le dirigeant autonomiste bourguignon Jean-Jacques Thomasset, qui n'a visiblement rien à envier à celui de son homologue breton Roparz Hemon : « Le devoir de l'Allemagne victorieuse est de libérer le pays bourguignon, de le rendre à la communauté germanique [⋯] Nous pourrions peut-être bientôt entrer dans un Reich agrandi, non pas en tant que vaincus, mais en tant qu'affranchis ! » [3].

De son côté, le nationalisme basque est plus volontiers associé aux militants de l'ETA garrottés par la Guardia Civile de Franco. Mais ces victimes ont également le grand mérite d'occulter un fondement idéologique pas franchement gauchisant. Son fondateur, Sabino Arana Goiri, était davantage motivé par la préservation du « peuple élu » (comprendre les Basques), du socialisme, de la laïcité et du métissage introduits avec l'arrivée de « la race dégénérée des Espagnols », que par un quelconque combat émancipateur...

Plus récemment, en 1969, leurs voisins occitans (Parti nationaliste occitan, PNO), visiblement peu édifiés par les enseignements de l'Histoire, se laissent encore aller, en la personne de leur maître à penser François Fontan, à verser dans de fumeuses théories ethno-racistes, puisque ce dernier bâtit les caractéristiques identitaires occitanes

sur des critères génétiques, en l'occurrence une supposée prépondérance du groupe sanguin « O » [4]. Comme « Occitan » sans doute. Reste que, comme on peut le lire dans Wikipédia, les objectifs sont clairement affichés : « son objectif primordial (du PNO) est la réalisation de l'indépendance politique, économique et culturelle de l'Occitanie, dans ses limites ethno-linguistiques ». « Pourquoi être nationaliste occitan ? Pourquoi Occitània ? » s'interroge-t-on gravement sur le site Internet du PNO : pourquoi, en effet. A ce sujet, on remarquera que la gauche bien pensante, pour qui la défense des intérêts légitimes du peuple français relève d'un nationalisme insupportable, de la « France moisie », etc., ne trouve en revanche rien à redire au nationalisme ethnique affiché des autonomistes corse, breton, occitan, etc. [5].

L'Union européenne, garante de la régression ethnique

Si la plupart des autonomistes furent condamnés à la Libération pour faits de collaboration, ils ne tardèrent pas à reprendre du service à l'issue de leur peine. Et là encore, les réseaux tissés avec l'ancien occupant n'allaient pas tarder à se réveiller avec l'aval bienveillant de la toute nouvelle Communauté Européenne, le tout instrumentalisé par la République Fédérale Allemande qui n'a de cesse d'oeuvrer pour la mise en place d'une Europe aux Etats-Nations éclatées en ethnies, exception faite de l'Allemagne, afin de mieux asseoir sa domination. Pour les lecteurs qui assimileraient ce propos à une simple provocation, je les invite à lire les deux citations distantes d'un demi siècle d'intervalle mais qui traduisent un certain continuum historique et idéologique, malgré l'apparente diversité politique des personnages. Pour Hitler, le « grouillement des petites nations » (« Kleinstaatengerümpel ») [6] devait être liquidé au profit de l'Ille Reich. En 2004, ses successeurs, en la personne de l'ancien ministre (Vert !) des affaires étrangères (alors en exercice...), Joschka Fisher, apporte sa pierre à cet héritage spirituel avec cette phrase stupéfiante, je cite : « Est-ce que l'Allemagne va enfin obtenir ce que le monde lui a refusé au cours des deux dernières guerres mondiales, c'est-à-dire une sorte d'hégémonie douce sur l'Europe, résultat de son poids, de sa position géopolitique, de sa puissance industrielle ? » [7] « Un exemple à suivre » comme disent - sans rire - les Verts français à propos du personnage [8].

Autre illustration de ce continuum, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, la RFA recycla à qualité la plupart des anciens dirigeants des services de renseignements nazis dans le tout nouveau BND, services entretenant des liens mal élucidés avec l'UFCE, une organisation sur laquelle nous reviendrons. Parmi eux, on retrouvera l'ancien général SS Reinhardt Gehlen, chef des services secrets nazis, qui non seulement ne fut pas inquiété le moins du monde pour son passé, mais poursuivra sa carrière à la tête du BND et ce jusqu'à sa retraite en 1968. De plus, Gehlen mettra en place le réseau Odessa, chargé d'exfiltrer les anciens criminels de guerre nazis en Amérique du Sud, ce qui permettra à 5 000 d'entre eux d'échapper à la justice, parmi lesquels Josef Mengele, médecin-chef du camp d'extermination de Birkenau, responsable de l'extermination de 400 000 personnes et de sinistres expériences effectuées sur cobayes humains. Autre exemple de talent recyclé, puis exfiltré, le SS-Hauptsturmführer Klaus Barbie, rendu tristement célèbre par les arrestations de Jean Moulin et des enfants d'Izieu. Ironie de l'histoire, une des principales missions confiées à Barbie dans l'immédiat après-guerre fut d'espionner...les Français ! [9] Il est intéressant de noter que ce fait historique ne fut jamais évoqué lors de son procès, sans doute pour ne pas flétrir l'idylle entretenue par les dirigeants allemands de l'époque avec François Mitterrand, europhile convaincu et, à sa façon, partisan du rapprochement franco-allemand dès 1943... [10]

Parmi les autres partisans de l'Europe brune, on trouvera Jean-Marie Colombani père, qui oeuvra quant à lui pour le rattachement de la Corse à l'Italie mussolinienne [11]. Atavisme familial sans doute, son fils dirige désormais Le Monde, journal devenu sous sa houlette l'organe quasi officiel de l'Union Européenne, et réputé à juste titre pour « ne pas aimer la France » [12].

L'UFCE au coeur du processus d'ethnisation

Pour parvenir à réaliser le projet allemand d'une Europe tribalisée, en 1949, l'UFCE, une association ad hoc gravitant dans le giron de l'UE fut créée et financée par le gouvernement ouest-allemand. L'UFCE, sigle de l'Union fédéraliste des communautés ethniques (souligné par nous) en Europe, reflète parfaitement sa conception si particulière de la nouvelle Europe, ne s'embarrasse même pas de l'alibi culturel, et va droit au but, à savoir la mise à jour des vieilles lunes raciales allemandes (le fameux « völkisch », terme sans équivalent en français), comme cela est clairement indiqué dans l'article 2 « Une nationalité est une communauté ethnique ». Le fondateur de l'UFCE n'est d'ailleurs autre que Joseph Martray, membre pendant la Seconde Guerre Mondiale du Comité Consultatif de Bretagne, et bras droit de Yann Fouéré, directeur du journal collaborationniste La Bretagne, le tout encadré par Rolf Gossmann, haut fonctionnaire de l'Intérieur allemand. Même si nous n'avons aucune preuve formelle, il est de notoriété publique que d'anciens nazis gravitent dans la constellation de l'UFCE, au moins lors de sa création. Nous ne disposons malheureusement que de peu d'informations au sujet d'un des généreux bienfaiteurs de l'UFCE, le très controversé Hermann Niermann [13], dont le passé pendant la seconde guerre mondiale reste hélas encore aujourd'hui bien obscur. En revanche, le financement de l'UFCE par les autorités allemandes ne fait aucun doute et n'est même pas contesté par les intéressés. Afin que notre propos ne soit pas réduit à une vision paranoïaque de l'Union Européenne, je citerai également un extrait de Wikipédia : « La FUEV (sigle original allemand de l'UFCE) plaide pour la fin des États-Nations et l'organisation d'une Europe des régions, délimitées en fonction de leur cohérence ethnique, l'identité n'étant pas acquise, mais héréditaire. Selon une note de 1961 du ministère allemand des Affaires étrangères, elle crée des tensions ethniques là où aucune différence n'existait auparavant. Elle continue de soutenir les revendications identitaires partout en Europe. Ses affiliations avec les milieux pangermanistes, nazis de la Seconde Guerre mondiale, voire néonazis sont régulièrement signalées. Elle reprend par exemple le thème de Volkstum (en allemand droit à l'identité) propagé par les nazis entre-deux-guerres. ». Quant à l'UFCE et ses objectifs, ils ne relèvent en aucun cas d'une construction imaginaire, un simple détour sur son site Internet convaincra les plus sceptiques.

Les écoles Diwan rattrapées par l'Histoire



Malgré ses nombreuses zones d'ombres, l'UFCE n'en demeure pas moins une redoutable machine de guerre dont le travail de sape commence à porter ses fruits puisque, cédant la pression des autorités allemandes, Pierre Moscovici, ministre de Lionel Jospin délégué aux affaires européennes, signe au nom de la France la Charte des langues régionales ou minoritaires le 1er mars 1998, permettant ainsi la création des écoles Diwan tant attendues du côté de Rennes, comme celui de Berlin… L'une d'entre-elle fut promptement baptisée « Roparz Hemon », malgré sa condamnation de ce dernier à l'indignité nationale à la Libération, et les propos primesautiers déjà cités. En 1998, elle fut inaugurée par les élus Verts (de gris ?), chauds partisans de l'Union Européenne, comme chacun sait. Il est assez piquant de constater que les Verts, par ailleurs adeptes de « la régularisation de tous les sans-papiers » et du « métissage » soutiennent, au point parfois de s'y confondre, la mouvance autonomiste dont une des antennes d'avant guerre était - déjà ! - la dénonciation de « l'immigration invasion » : « Pourquoi les Bretons se feraient-ils tuer pour la Pologne ? Aider la Pologne, c'est la mort de 500 000 bretons. La Bretagne sera envahie par une armée de réfugiés, de nègres, et d'Arabes tandis que vos frères et vos maris seront au front » [14]. Quoiqu'il en soit, après les protestations d'associations laïques (bretonnes...), cette école fut finalement débaptisée. Il en restera néanmoins cette savoureuse tentative de se dédouaner de la part d'un des dirigeants de Diwan qui vaut son pesant de chouchen en matière de mauvaise foi : « Roparz Hemon n'était ni nazi ni antisémite », parole d'expert [15]. Une déni de réalité aussi flagrant pourrait presque prêter à sourire si les héritiers de Roparz Hemon ne franchissaient un pas supplémentaire dans le révisionnisme en assimilant désormais les actes de la Résistance (bretonne...) à des actes terroristes, selon la terminologie collaborationniste de l'époque : « Si l'ennemi triomphe, même les morts ne seront pas en sûreté. Et cet ennemi n'a pas fini de triompher ». Je doute, hélas, que cet avertissement de Walter Benjamin atteigne un jour les oreilles des eurobéats.

« alsace.eu », premier pas vers l'annexion de l'Alsace-Lorraine ?

Fait révélateur de cette marche vers l'éclatement programmé des Etats-Nations, la région Alsace vient d'abandonner

pour son site Internet le « .fr » pour le « .eu » [16]]. Cette mesure dépasse largement le cadre de la simple portée symbolique car elle s'inscrit dans la logique des Eurorégions, structures administratives conçues comme préalables à la dissolution des frontières nationales. Autre projet dans la même continuité de l'Union Européenne sur lequel les européistes évitent soigneusement de s'appesantir, la future carte de l'Europe redessinée sous la houlette allemande. On y voit une Europe morcelée en ethnies, à l'exception notable de l'Allemagne qui, au passage, annexe l'Alsace-Lorraine... Les propos du coordinateur pour le gouvernement de la RFA des relations franco-allemande, Rudolf von Thadden, prennent tout leur sens lorsqu'il se laisse aller à déclarer qu' « il faut défaire un peu (sic) la France pour faire l'Europe » [17] Quid de l'Allemagne ? Les prémices de cette prochaine Europe éclatée en tribus se dessinent d'ailleurs sous nos yeux avec l'autonomie de la Catalogne, officiellement obtenue en juin 2006, puis celle de l'Ecosse, en septembre 1997, ainsi que la probable scission de la Flandre et de la Wallonie, accédant ainsi à quelques unes des grandes revendications de l'UFCE, en attendant la suite, bien loin de toute « théorie du complot » donc. A ce sujet, les agissements subversifs de l'Allemagne (via la fondation Hermann Niermann) pour tenter de créer un mouvement sécessionniste au sein de la communauté germanophone d'Eupen, en Belgique, furent dénoncées ouvertement par le gouvernement belge de cette même communauté.

L'actuel président de la Commission européenne, José-Manuel Barroso, apparemment plus empreint de pangermanisme que de saudade, a récemment déclaré « Parfois j'aime comparer l'Union Européenne en tant que création, à l'organisation des empires » [18]. Pour Hitler, « les peuples du même sang doivent être réunis dans un même empire » : l'Union européenne permettra-t-elle la réalisation posthume du rêve du Führer ?

Contre les féodalités de l'intérieur, et l'impérialisme à l'extérieur, réhabiliter l'Etat-Nation.

J'admets tout à fait que l'on puisse être partisan de l'Union Européenne. Toutefois, il serait souhaitable qu'en soient présentés les enjeux réels, en dissipant en particulier le brouillard de l'humanitarisme bêlant, servi jusqu'à plus soif par le discours dominant européistement correct. Quant à ceux qui, à gauche, se réclament un peu rapidement « d'une autre Europe », ou s'accommodent peu ou prou de l'Europe telle qu'elle est, ils devraient méditer cette pensée de François Mauriac qui tirait les enseignements de l'Occupation en ces termes : « nous savons aujourd'hui qu'aucun parti politique, fût-il international, ne saurait demeurer vivant dans une patrie morte ». Une suggestion pour les militants de gauche un peu désarmés par L'Union Européenne : pourquoi ne pas renouer avec la conception jaurésienne de l'Internationalisme : « un peu d'Internationalisme éloigne de la Nation, beaucoup y ramène ». Sans compter que l'Internationalisme ne peut se réduire par définition au carcan de la seule Union Européenne, et encore

moins à son ethnicisme consubstantiel, si peu compatibles avec une quelconque idéologie se réclamant du progressisme. Aussi longtemps que la Nation, pourtant seul outil efficace pour faire pièce à la mondialisation, restera pour une grande partie de la Gauche française « un objet psychanalytique non résolu », l'étreinte des Empires se resserrera chaque fois davantage autour des citoyens rétrogradés en consommateurs, fétus de paille livrés au grand vent de la mondialisation. Cet impérialisme des temps nouveaux a su avancer masqué avec la complicité des idiots utiles du système (Verts, LCR, LO, une partie du PS, altermondialistes et autonomistes) aveuglés pour certains d'entre eux par leur détestation mécanique de cette « vieille idée neuve » qu'est la Nation ; l'incapacité pour d'autres à résister à l'attrait simpliste du piège sémantique « Nation » = « Nationalisme » faisant le reste. Pour d'Arnaud Spire, membre du PCF, la Nation « est loin d'avoir épuisé ses possibilités revendicatrices et créatrices ». Ceux qui, à gauche, se prosternent devant une Union (de quoi ? de qui ?) Européenne aux Etats-Nations démantelés, tout en criant à l'unisson avec le baron Ernest-Antoine Seillières et Alain Madelin « haro sur la Nation », pourtant dernier obstacle sérieux pouvant encore se dresser contre la marche triomphante de la mondialisation, devraient peut-être faire preuve de plus de discernement, dans l'intérêt même des causes qu'ils prétendent défendre.

Hervé Berbille

[1] Archives secrètes de la Bretagne 1940-1944. Henri Freville, éditions Ouest France 2004.

[2] idem

[3] Sur le site Internet des autonomistes catalans (<http://jppujol.club.fr/FPRCAT01.htm>), on peut lire que « Pendant l'occupation, contrairement aux Français qui se sont surtout illustrés dans la collaboration, les Catalans eux l'ont fait dans la résistance. ». On ne peut pas dire que les autonomistes bretons et bourguignons, pour ne citer qu'eux, aient davantage brillé pour faits de résistance que les « Français »...

[4] La décomposition des nations Européennes : de l'union euro-atlantique à l'Etat mondial, Pierre Hillard, éditions F.X. De Guibert 2005.

[5] Bien entendu, si les ultra minoritaires et si peu représentatifs autonomistes bretons, mais également alsaciens, corses et bourguignons, se vauvrèrent dans la collaboration la plus éhontée, l'immense majorité de nos compatriotes bretons, alsaciens et corses firent preuve d'un grand patriotisme et d'une grande loyauté envers la République que notre propos ne vise surtout pas à occulter. On se souviendra que tous les hommes de l'île de Sein, sans exception, rejoignirent le général de Gaulle dès l'appel du 18 juin, ou bien encore que les Commandos Fusiliers Marins de Philippe Kieffer (lui-même d'origine alsacienne...), qui s'illustrèrent lors du débarquement du 6 juin 1944 en Normandie, étaient composés en majorité de Bretons (ce fait d'armes est relaté dans le film Le Jour le plus Long).

[6] La liberté des nations, John Laughland. Editions F.X. de Guibert 2001.

[7] Risiko Deutschland, Editions Droemer Knauer 1995.

[8] <http://citron-vert.info/article.php…>

[9] France Etats-Unis, 50 ans de coups tordus. F. Calvi et F. Laurent. Albin Michel 2004.

[10] A heure où la repentance et la « haine de soi » sont érigés en sport national, notamment par Le Monde (Le Monde tel qu'il hait...) et les Verts, il n'est pas inutile de rappeler que les nouveaux services secrets français créés après la Seconde Guerre Mondiale (SDECE, puis actuelle DGSE) se construiront quant à eux à partir des anciens membres du BCRA, services secrets gaullistes pendant la Seconde Guerre Mondiale, ce qui demeure une filiation somme toute beaucoup plus présentable que celle de son alter ego germanique..

[11] La face cachée du Monde, Pierre Péan et Philippe Cohen. Ed. Fayard 2003.

[12] selon le titre d'un chapitre du livre de Péan et Cohen.

[13] Minorités et régionalismes en Europe et dans l'Europe fédérale des régions. Enquête sur le plan allemand qui va bouleverser l'Europe. Pierre Hillard. Editions F.X. De Guibert 2004.

[14] Le monde comme si, Françoise Morvan. Ed. Actes Sud 2005.

[15] Le Télégramme du 10 mai 2000.

[16] <http://www.region-alsace.eu/>

[17] Le Figaro, juin 2001.

[18] Conférence de presse tenue le 10 juillet 2007 à Strasbourg.